

Statistiques 2016

Coopération internationale de la Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Secrétariat d'État à l'économie SECO

Aide publique au développement (APD)

- L'aide publique au développement (APD) est définie sur le plan international comme l'ensemble des flux financiers accordés aux pays et territoires en développement (actuellement 146) et aux institutions multilatérales actives dans le domaine du développement : (i) par le secteur public ; (ii) dans le but essentiel de favoriser le développement économique et d'améliorer les conditions de vie ; (iii) à des conditions de faveur.
- Pour assurer la comparabilité et la transparence des prestations d'APD de ses 30 membres (29 pays et l'Union européenne), le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a établi des directives statistiques qui définissent les activités et les contributions pouvant être déclarées comme APD. Ces directives sont périodiquement adaptées et mises à jour. Elles servent de référence pour la prise en compte ou non dans l'APD des dépenses de l'année écoulée (comptabilisations ex-post). La comparaison des performances des pays donateurs est effectuée sur la base du pourcentage de l'APD nette par rapport au revenu national brut (RNB).
- L'APD de la Suisse provient principalement des budgets de la DDC et du SECO (Centre de prestations Coopération et développement économiques), les deux organes chargés de l'exécution de la loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales et de la loi fédérale sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est. D'autres offices fédéraux, ainsi que les cantons et quelque 200 communes participent aussi à la coopération internationale de la Suisse. Conformément aux règles de notification du CAD, la Suisse déclare également depuis 2004 dans l'APD les remises de dette bilatérales (négociées dans le cadre du Club de Paris) et certaines dépenses liées à l'accueil des requérants d'asile, réfugiés et personnes admises provisoirement provenant de pays en développement pendant leur première année de séjour en Suisse.
- Les dépenses annuelles de la DDC et du SECO, telles qu'elles figurent dans le Compte d'Etat, ne sont pas automatiquement reprises dans les statistiques de l'APD. Certains ajustements statistiques doivent être effectués pour répondre aux directives internationales (exclusion des versements à des pays et des organisations ne faisant pas partie de la liste définie par l'OCDE/CAD, mode de notification différent de certaines contributions multilatérales, voir p. 15).
- Les dépenses relatives à la contribution suisse à l'élargissement de l'Union européenne (UE) présentées dans la partie consacrée aux dépenses de la DDC et du SECO ne sont pas comptabilisées comme APD.

Financement du développement au-delà de l'APD

- Les apports de ressources autres que l'APD occupent une part importante dans le financement du développement. Il s'agit principalement pour la Suisse de flux de capitaux privés aux conditions du marché (investissements directs à l'étranger, emprunts bancaires), de crédits à l'exportation garantis par la Confédération ainsi que de dons privés d'organisations non gouvernementales et fondations.

Signes utilisés :

0.0 = montant inférieur à 50 000 CHF	p = chiffres provisoires
– = montant nul	r = chiffres révisés
.. = non disponible	mio = million

Des données plus détaillées sont publiées dans la brochure statistique annuelle de la DDC « Aide au développement de la Suisse » et sur les sites Internet de la DDC et du SECO.

www.eda.admin.ch/deza/fr/home/activites-projets/chiffres-statistiques.html
www.seco-cooperation.admin.ch

Statistiques au 15.5.2017



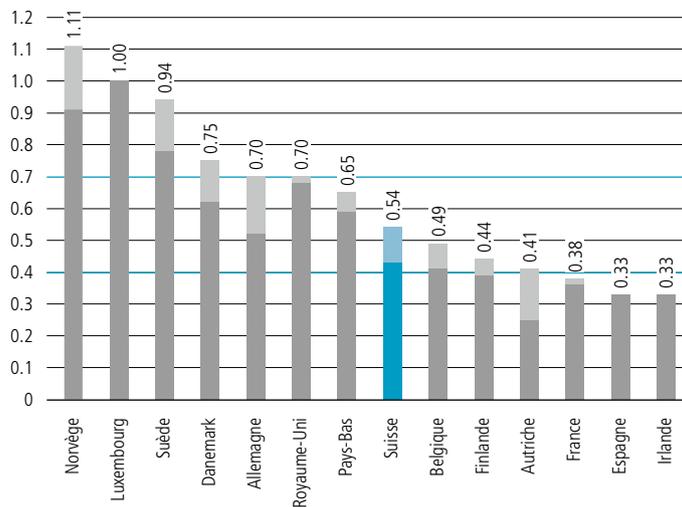
*Aide publique au développement
(APD) de la Suisse*

PAGES 4–17

Dépenses DDC / SECO

PAGES 20–34

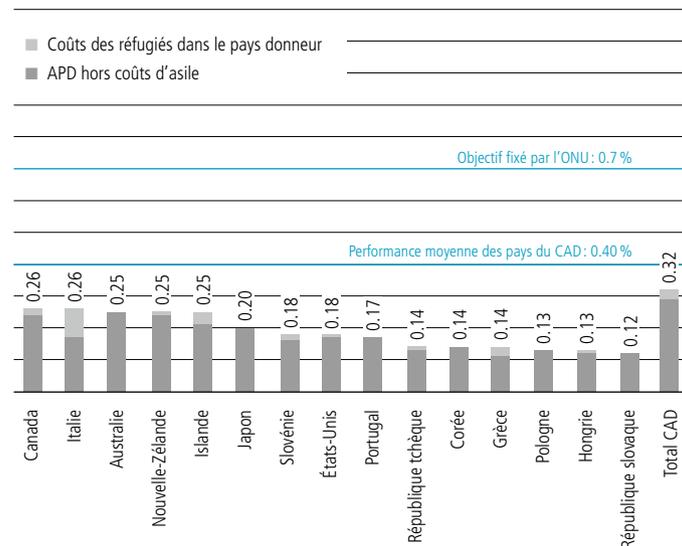
Graphique 1

LA SUISSE EN COMPARAISON INTERNATIONALE 2016
(APD EN % DU RNB)

Données préliminaires pour tous les pays du Comité d'aide au développement (CAD) publiées par l'OCDE/CAD le 11 avril 2017.

Les apports nets d'aide publique au développement (APD) des membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE se sont élevés à 142,6 milliards USD en 2016. Compte tenu des taux de change et de l'inflation, cela constitue un accroissement de 8,9 % par rapport à 2015, en partie dû à la hausse des coûts relatifs à l'accueil des réfugiés dans les pays donneurs. Après exclusion de ces coûts, l'augmentation de l'APD atteint tout de même 7,1 % en termes réels.

L'APD de la Suisse a progressé de 4,2% en termes réels par rapport à 2015 suite à l'augmentation des coûts d'asile dans le pays comptabilisables au titre de l'APD selon les directives du CAD. L'APD hors coûts d'asile a en revanche diminué, conséquence des mesures d'économies de la Confédération qui ont fortement touché les crédits-cadres de la coopération internationale.



La part de l'APD dans le revenu national brut (RNB) atteint 0,54 % en 2016 (0,43 % hors coûts d'asile). La Suisse se place ainsi en 8^{ème} position dans le classement comparant les performances des pays membres du CAD en la matière. En termes de volume financier, les plus grands contributeurs sont les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon et la France. La Suisse arrive à la 12^{ème} place du classement en montants absolus.

En 2016, l'Allemagne a rejoint le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni dans le groupe de pays qui remplissent l'objectif de 0,7 % préconisé par les Nations Unies. A noter qu'après exclusion des coûts d'asile, seuls trois pays (Luxembourg, Norvège et Suède) atteignent encore cet objectif.

Tableau 1

EVOLUTION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD)
ET DES DONS PRIVÉS DES ONG DE LA SUISSE
1960–2016 (MIO CHF)

	1960	1970	1980	1990
APD	15.1	130.0	423.1	1 041.4
Confédération	15.1	126.4	416.7	1 025.6
Cantons et communes ^a	..	3.6	6.4	15.8
Revenu national brut (RNB) ^b	37 066	92 570	177 270	347 228
APD en % du RNB	0.04 %	0.14 %	0.24 %	0.30 %
APD en % des dépenses de la Confédération	0.56 %	1.63 %	2.38 %	3.29 %
APD en % des dépenses publiques ^c	0.23 %	0.64 %	0.90 %	1.20 %
Dons privés des ONG	..	50.8	106.6	148.6
Dons privés des ONG en % du RNB	..	0.05 %	0.06 %	0.04 %

a Estimation pour 2016.

b Données de l'Office fédéral de la statistique (OFS) selon l'ancien système européen de compte (SEC95) jusqu'en 2012. Les données RNB 2013 à 2015 sont basées sur le nouveau système de compte (SEC2010) et proviennent des estimations de l'OFS du 25.08.2016. Pour 2016, estimation de l'Administration fédérale des finances (mars 2017).

c Dépenses des administrations publiques, après suppression des doubles comptabilisations (OFS/AFF).

L'APD de la Suisse a totalisé 3 510 mio CHF en 2016, soit 114 mio CHF de plus que l'année précédente, portant le ratio APD/RNB à 0,54 % (0,51 % en 2015).

Cette croissance découle directement des frais liés à l'accueil des requérants d'asile, qui ont augmenté de 202 mio CHF en 2016 alors même que le nombre de nouvelles demandes d'asile a diminué par rapport à l'année précédente. Cette apparente contradiction s'explique par la période prise en compte pour la comptabilisation des coûts d'asile : conformément aux directives du CAD, les coûts imputés à l'APD sont comptabilisés pendant les douze mois suivant l'entrée d'un demandeur d'asile sur le territoire. Or, un nombre important d'arrivées a été enregistré dans la seconde partie de 2015, en particulier en provenance des foyers de crise comme la Syrie ou l'Irak ainsi que d'Erythrée et d'Afghanistan.

	2000	2012	2013	2014	2015 ^f	2016 ^p
APD	1 510.9	2 861.4	2 965.2	3 222.6	3 396.3	3 509.8
Confédération	1 488.6	2 797.1	2 910.6	3 171.3	3 336.1	3 434.8
Cantons et communes ^a	22.3	64.3	54.6	51.3	60.2	75.0
Revenu national brut (RNB) ^b	463 558	611 979	649 606	649 803	660 333	654 345
APD en % du RNB	0.33 %	0.47 %	0.46 %	0.50 %	0.51 %	0.54 %
APD en % des dépenses de la Confédération	3.21 %	4.63 %	4.66 %	5.04 %	5.21 %	5.30 %
APD en % des dépenses publiques ^c	1.23 %	1.82 %	1.84 %	1.98 %	2.05 %	2.10 %
Dons privés des ONG	272.0	443.1	466.1	516.8	519.5	..
Dons privés des ONG en % du RNB	0.06 %	0.07 %	0.07 %	0.08 %	0.08 %	..

Les coûts de l'asile en Suisse comptabilisés dans l'APD se montent à 681 mio CHF en 2016 et représentent près d'un cinquième du montant total de l'APD. Ils comprennent les forfaits d'aide versés par le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) aux cantons (511 mio CHF), les programmes d'occupation et les frais des centres d'enregistrement de la Confédération (152 mio CHF) ainsi que les frais à la charge des cantons pour la scolarité obligatoire des enfants de requérants d'asile (18 mio CHF). Les activités dans les pays en développement menées par le SEM dans le cadre de l'aide au retour (19 mio CHF) ne sont pas comprises dans ce total.

Suite aux mesures d'économie qui ont touché tant la coopération au développement avec le Sud et avec l'Europe de l'Est que l'aide humanitaire, les dépenses de la DDC et du SECO destinées à la coopération internationale ont quant à elles diminué et ne représentent plus que 71 % de l'APD totale en 2016, contre 77 % en 2015. La part de l'APD hors asile a ainsi reculé de 0,44 % en 2015 à 0,43 % en 2016.

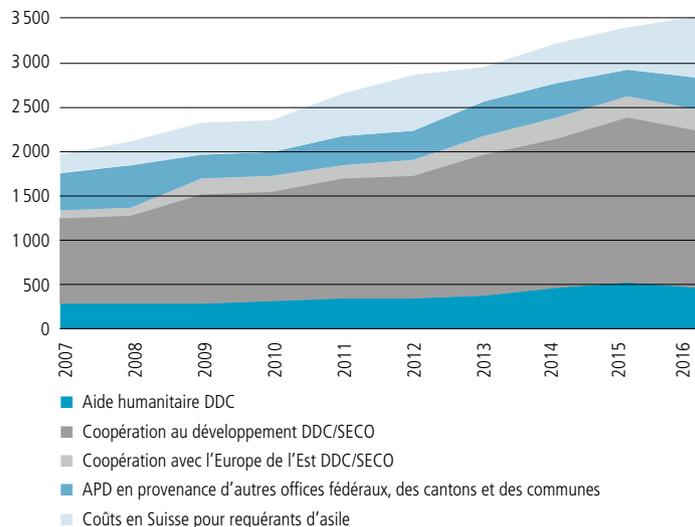
Tableau 2

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) DE LA SUISSE
2015–2016 (MIO CHF)

	2016 ^p			2015 ^f		
	APD bilatérale	APD multilatérale	Total APD	APD bilatérale	APD multilatérale	Total APD
Confédération	2 666.6	768.2	3 434.8	2 566.0	770.1	3 336.1
Direction du développement et de la coopération (DDC)	1 508.2	668.8	2 177.0	1 620.8	675.0	2 295.8
Aide humanitaire	424.6	56.2	480.8	481.2	57.9	539.1
Coopération au développement	929.1	611.5	1 540.6	976.6	615.9	1 592.6
Coopération avec l'Europe de l'Est	154.6	1.1	155.6	162.9	1.3	164.2
Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)	306.1	0.9	307.0	324.3	1.0	325.3
Coopération au développement	227.3	0.4	227.7	247.3	0.4	247.7
Coopération avec l'Europe de l'Est	82.2	0.5	82.7	80.4	0.6	81.0
Remboursements de prêts	-3.4	–	-3.4	-3.4	–	-3.4
Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)	108.9	36.3	145.3	112.6	32.1	144.8
Gestion civile des conflits et droits de l'homme	73.6	20.6	94.2	77.7	18.6	96.3
Autres contributions	35.3	15.8	51.1	34.9	13.5	48.4
Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR)	47.1	6.2	53.3	4.7	6.5	11.2
Swiss Investment Fund for Emerging Markets (SIFEM)	38.0	–	38.0	-3.7	–	-3.7
Bourses à des étudiants étrangers en Suisse	6.7	–	6.7	6.8	–	6.8
Autres contributions	2.4	6.2	8.6	1.6	6.5	8.1
Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM)	682.1	–	682.1	491.0	–	491.0
Assistance aux requérants d'asile en Suisse	663.6	–	663.6	473.1	–	473.1
Aide au retour	18.5	–	18.5	17.8	–	17.8
Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)	0.5	–	0.5	2.7	–	2.7
Actions de promotion de la paix et de la sécurité	0.5	–	0.5	1.3	–	1.3
Equipement à des fins humanitaires	–	–	–	1.4	–	1.4
Office fédéral de l'environnement (OFEV)	8.4	39.6	47.9	4.4	39.0	43.4
dont: contributions à des organisations internationales	7.2	39.6	46.8	3.3	39.0	42.3
Autres offices fédéraux	5.3	16.4	21.7	5.4	16.5	21.9
Cantons et communes^a	75.0	–	75.0	60.2	–	60.2
Total APD	2 741.6	768.2	3 509.8	2 626.2	770.1	3 396.3
APD en % du revenu national brut (RNB)			0.54 %			0.51 %
APD hors coûts d'asile en Suisse en % du revenu national brut (RNB)			0.43 %			0.44 %

a Données estimées pour 2016.

Graphique 2

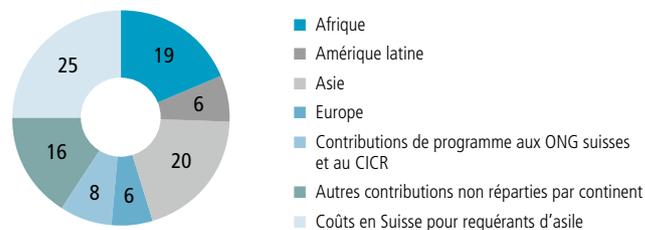
APD DE LA SUISSE PAR CATÉGORIE D'AIDE 2007–2016
(MIO CHF)

Ce graphique présente l'évolution de l'APD par catégorie d'aide au cours des dix dernières années :

- la part de la coopération au développement DDC/SECO avec les pays du Sud a baissé de 54 % à 50 % du total APD entre 2015 et 2016 ;
- l'aide humanitaire de la DDC a également diminué pour atteindre 14 % du total de l'APD 2016 (16 % en 2015) ;
- la part de la coopération avec l'Est de la DDC et du SECO (7 % en 2016) est demeurée stable depuis 2009 (entre 6 et 7 %) ;
- les coûts liés à l'asile ont représenté plus de 19 % de l'APD en 2016, contre 14 % en 2015.

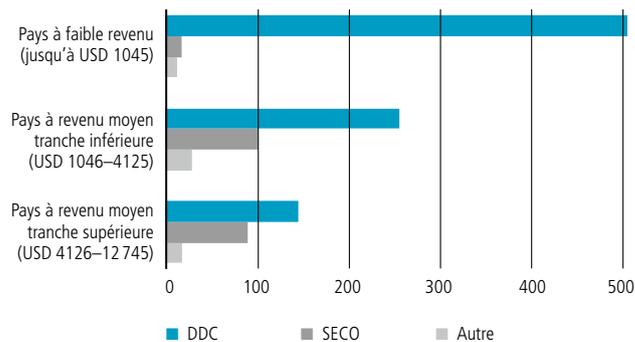
Le reste des dépenses comptabilisées dans l'APD comprend diverses contributions fédérales, notamment de la Division Sécurité humaine (DSH) et de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), ainsi que la coopération internationale des cantons et communes suisses. Cet agrégat totalise 10 % de l'APD en 2016 (9 % en 2015).

Graphique 3

RÉPARTITION DE L'APD BILATÉRALE PAR CONTINENT 2016
(EN %)

Graphique 4

RÉPARTITION DE L'APD BILATÉRALE SELON LES CATÉGORIES DE REVENU 2016 (MIO CHF)



Voir liste des bénéficiaires d'APD selon les catégories de revenu (RNB par habitant) : www.oecd.org/fr/cad/stats/listecad.htm

Tableau 3

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'APD BILATÉRALE
PAR CONTINENT ET PAYS 2015–2016 (MIO CHF)^a

	2016 ^P	2015 ^T
Afrique	518.4	630.0
Mali	30.2	33.0
Burkina Faso	29.8	37.0
Tanzanie	26.8	31.1
Niger	26.8	28.6
Tchad	24.4	24.3
Mozambique	22.4	38.1
Somalie	22.2	22.1
Soudan du Sud	21.5	30.6
Bénin	20.8	20.8
Tunisie	19.3	23.9
Congo (Rép. dém.)	18.9	20.5
Ghana	12.0	17.8
Nigéria	10.9	7.1
Ethiopie	10.7	19.0
Egypte	9.7	19.0
Soudan	8.8	14.8
Afrique du Sud	8.1	14.6
Autres pays	59.7	97.1
Afrique, régional	135.6	130.5
Amérique latine	178.2	220.9
Colombie	28.7	28.5
Pérou	26.7	29.3
Bolivie	23.0	35.7
Nicaragua	20.8	20.4
Haïti	18.2	19.2
Cuba	14.4	10.9
Honduras	14.1	20.0
Autres pays	3.4	12.3
Amérique latine, régional	29.0	44.6

a Les contributions de programme de l'année 2016 (125,9 mio CHF) ne sont pas réparties par pays, les données détaillées n'étant pas encore disponibles au moment de la publication du rapport annuel.

	2016 ^P	2015 ^T
Asie	543.5	610.3
Népal	43.9	50.7
Myanmar	37.1	38.8
Vietnam	32.9	23.9
Afghanistan	30.7	33.7
Syrie	29.7	39.8
Territoire palestinien occupé	27.5	29.8
Bangladesh	25.1	36.0
Kirghizistan	21.3	25.8
Mongolie	21.2	23.8
Indonésie	20.7	13.5
Tadjikistan	19.3	30.1
Laos	18.3	19.2
Pakistan	17.7	18.2
Jordanie	14.9	14.2
Cambodge	14.7	14.2
Liban	14.5	18.1
Sri Lanka	12.3	7.1
Corée du Nord	11.6	9.5
Géorgie	11.2	14.0
Iraq	10.7	15.0
Yémen	9.4	11.1
Chine	9.4	13.1
Inde	8.6	22.2
Autres pays	18.4	20.8
Asie, régional	62.5	68.0
Europe	174.4	179.3
Ukraine	30.5	30.2
Kosovo	23.4	26.4
Serbie	23.2	17.4
Bosnie et Herzégovine	22.9	23.8
Macédoine	21.6	16.2
Albanie	20.4	21.4
Moldova	13.4	14.9
Autres pays	0.9	3.4
Europe, régional	18.0	25.6
Autres contributions non réparties par continent	1 327.1	985.7
Total APD bilatérale	2 741.6	2 626.2

Tableau 4

APD MULTILATÉRALE DE LA SUISSE PAR ORGANISATION
2015–2016 (MIO CHF)

	2016 ^a	2015 ^f
Organisations des Nations Unies	233.0	226.6
Programme de l'ONU pour le développement (PNUD)	60.0	60.0
Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient (UNRWA)	22.0	22.9
Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)	22.0	22.0
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU Femmes)	16.0	16.0
Fonds de l'ONU pour la population (FNUAP)	16.0	16.0
Fonds international de développement agricole (FIDA)	15.1	9.5
Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)	15.0	15.0
Programme de l'ONU sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)	11.5	10.0
Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF)	8.0	10.0
Programme alimentaire mondial (PAM)	6.5	6.0
Programme pour l'environnement (PNUE)	4.3	4.3
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)	3.0	2.5
Programmes spéciaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ^a	2.5	3.0
Organisations de l'ONU, contributions comptabilisées en partie dans l'APD ^b	26.5	22.4
Autres organisations des Nations Unies	4.6	7.0
Institutions financières internationales	393.8	409.1
Association internationale de développement (IDA) ^c	284.1	284.1
Fonds africain de développement (AfDF) ^c	79.9	80.8
Fonds asiatique de développement (AsDF)	12.0	12.0
Autres fonds et banques de développement	17.8	32.2
Autres organisations internationales	141.4	134.3
Green Climate Fund (GCF)	33.7	28.9
Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	30.8	30.3
Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	20.0	20.0
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	16.8	15.5
Centre pour le contrôle démocratique des forces armées Genève (DCAF)	11.3	10.9
Centre international de déminage humanitaire Genève (GICHD)	9.3	8.7
Autres institutions	19.6	20.0
Total APD multilatérale	768.2	770.1

a. Sans la contribution générale à l'OMS, qui n'est comptabilisée qu'en partie (voir note b).

b. Pourcentages appliqués selon les directives du CAD.

c. Y compris initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM).

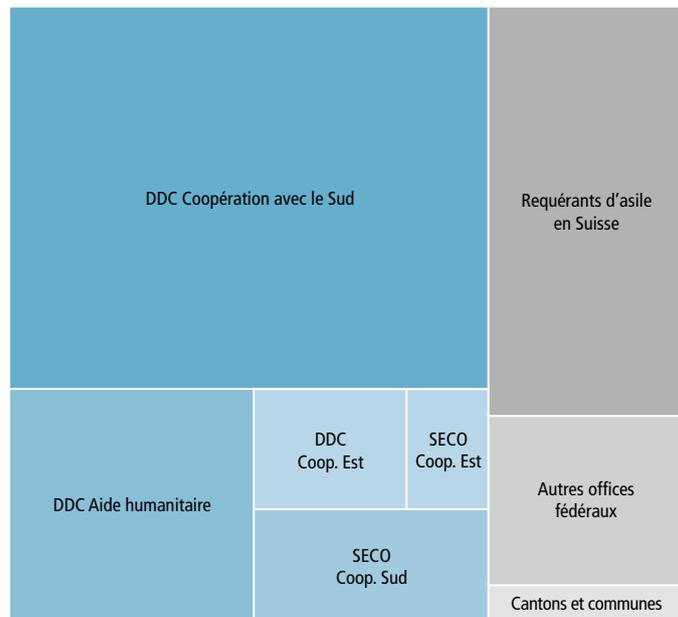
L'APD multilatérale comprend les contributions générales versées par la DDC et par d'autres offices fédéraux à des organismes de développement internationaux. La part de l'APD multilatérale de la Suisse s'est située à 22 % de l'APD totale en 2016; elle est inférieure à celle de l'ensemble des membres du CAD (28 %).

Les contributions aux organisations non gouvernementales internationales, y compris le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), sont considérées comme de l'APD bilatérale et n'apparaissent donc pas dans ce tableau.

La coopération multilatérale repose sur trois piliers. Comme les années précédentes, les institutions financières internationales (IFI) ont été en 2016 les principales bénéficiaires de l'APD multilatérale de la Suisse (51 %). Les agences des Nations Unies et les autres organisations internationales ont absorbé respectivement 30 % et 19 % de l'APD multilatérale.

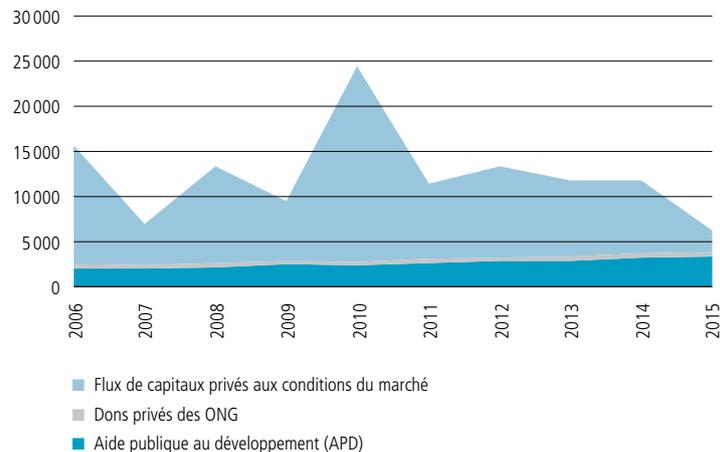
La comptabilisation dans l'APD des contributions de la DDC aux IFI, conformément aux directives internationales, se fait au moment du dépôt des *promissory notes* (billets à ordre) et non lors du paiement; ceci explique les différences par rapport aux résultats du Compte d'Etat, qui tient compte de l'étalement sur plusieurs années des paiements à charge de « notes » émises antérieurement.

Graphique 5
LES QUATRE CRÉDITS-CADRES DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET LES AUTRES COMPOSANTES DE L'APD



Ce schéma reproduit la structure de l'APD de la Suisse et illustre la proportion de chacune de ses principales composantes par rapport au total des versements. L'APD recouvre pour sa majeure partie les financements à charge des quatre crédits-cadres de la coopération internationale de la Confédération, affichés en bleu dans le graphique. Conformément aux directives internationales, diverses contributions provenant d'autres offices fédéraux, des cantons et des communes, ainsi que les coûts pour les requérants d'asile entrent également dans le calcul de l'APD.

Graphique 6
FLUX FINANCIERS NETS DE LA SUISSE VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT 2006–2015 (MIO CHF)^a



a Les données des apports privés pour 2016 n'étant pas encore disponibles au moment de la publication du Rapport annuel, le graphique illustre les flux financiers de la Suisse jusqu'en 2015.

Le contexte du financement du développement connaît une mutation rapide. Les flux de capitaux privés (principalement les investissements directs et les crédits garantis à l'exportation) représentent une part importante mais fluctuante des flux financiers nets de la Suisse vers les pays en développement.

D'autres ressources non répertoriées par les statistiques du CAD viennent s'ajouter à ces flux, telles que les *workers' remittances*. Ces envois de fonds des travailleurs expatriés depuis la Suisse vers les pays en développement se sont élevés à près de 2 milliards CHF par an entre 2013 et 2015, soit plus du double en volume par rapport aux trois années précédentes 2010–2012.



Dépenses DDC / SECO

PAGES 20-34

Tableau 5

VUE D'ENSEMBLE DES DÉPENSES DE LA DDC ET DU SECO
2012–2016 (MIO CHF)

Dépenses totales de la DDC	
Aide humanitaire	
Coopération au développement	
Coopération avec l'Europe de l'Est	
Contribution à l'élargissement de l'UE	
Dépenses totales du SECO	
Coopération au développement	
Coopération avec l'Europe de l'Est	
Contribution à l'élargissement de l'UE	

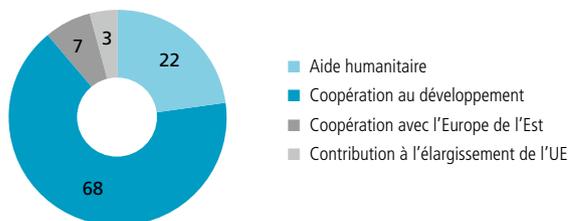
	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses totales de la DDC	1 848.7	2 045.1	2 228.2	2 357.3	2 222.2
Aide humanitaire	337.7	387.2	463.0	539.9	481.1
Coopération au développement	1 338.8	1 419.5	1 496.8	1 562.9	1 523.3
Coopération avec l'Europe de l'Est	109.0	129.1	148.5	164.2	155.6
Contribution à l'élargissement de l'UE	63.2	109.3	119.9	90.3	62.1
Dépenses totales du SECO	300.7	334.8	394.0	445.5	448.5
Coopération au développement	214.6	220.8	246.4	272.7	252.7
Coopération avec l'Europe de l'Est	72.0	88.2	90.9	81.0	82.7
Contribution à l'élargissement de l'UE	14.1	25.8	56.7	91.8	113.1

Le tableau et les graphiques reproduisent les résultats financiers pour la DDC et le SECO (Centre de prestations Coopération et développement économiques) tels qu'ils apparaissent dans le Compte d'Etat, non compris les flux en retour.

Les crédits alloués à l'aide humanitaire, à la coopération au développement et à la coopération avec l'Europe de l'Est ont diminué en 2016 suite aux mesures d'économie décidées dans le processus budgétaire de la Confédération.

Graphique 7.1

DÉPENSES DE LA DDC PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ 2016 (EN %)



Graphique 7.2

DÉPENSES DU SECO PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ 2016 (EN %)

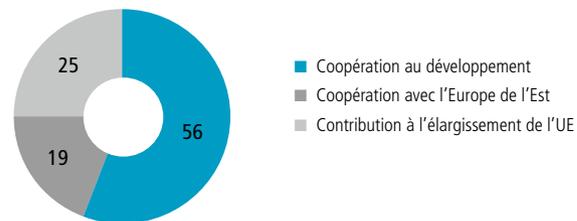


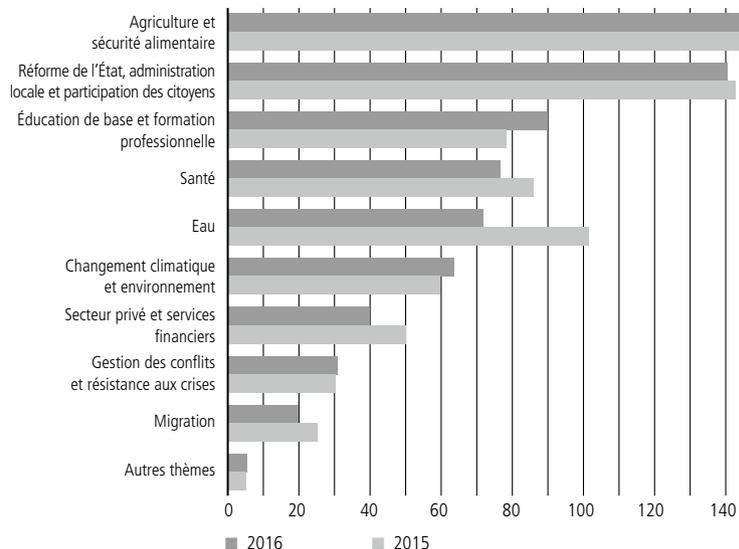
Tableau 6

DDC COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PAR PAYS ET RÉGION PRIORITAIRES 2015–2016 (MIO CHF)

	2016	2015
Pays et régions prioritaires ^a	538.8	554.6
Mékong	68.7	65.5
Népal	40.9	38.7
Amérique centrale	35.8	37.4
Hindou Kouch	35.8	38.9
Grands Lacs	34.0	32.2
Bangladesh	27.3	30.9
Afrique australe	26.1	29.0
Tanzanie	26.1	26.3
Corne de l'Afrique	23.4	21.7
Mozambique	22.4	28.8
Mali	22.0	22.0
Niger	21.4	22.6
Bolivie	21.3	29.4
Tchad	21.0	18.8
Bénin	20.8	18.6
Mongolie	20.7	23.3
Burkina Faso	20.2	21.3
Afrique du Nord	15.2	19.0
Territoire palestinien occupé	15.0	14.6
Cuba	13.7	9.3
Haïti	7.1	6.3
Autres activités	455.5	443.5
Autres pays et régions	112.2	101.8
Contributions de programme aux ONG	106.7	112.7
Mandats thématiques et coûts de fonctionnement	236.6	229.0
Coopération au développement bilatérale	994.3	998.1
Coopération au développement multilatérale	529.0	564.9
Total	1 523.3	1 562.9

a Pour la composition des régions prioritaires, se reporter à la carte du Rapport annuel 2016 (pp. 24–25).

Graphique 8

DDC COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT DÉPENSES BILATÉRALES PAR THÈME 2015–2016 (MIO CHF)^a

a Non compris les contributions de programme aux ONG suisses, les activités multisectorielles et les coûts de fonctionnement.

Ce graphique reproduit l'allocation des ressources selon les thèmes de spécialisation dans lesquels la DDC a concentré ses activités bilatérales de coopération au développement en 2015 et en 2016.

La DDC s'appuie également sur des programmes globaux destinés à encourager l'innovation et l'échange de connaissances dans les cinq domaines suivants : Changement climatique et environnement, Sécurité alimentaire, Migration et développement, Eau et Santé.

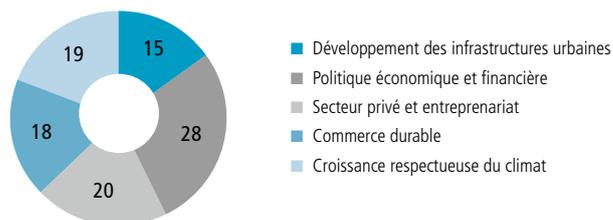
Tableau 7

SECO COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PAR PAYS PRIORITAIRE 2015–2016 (MIO CHF)

	2016	2015
Pays prioritaires	118.7	114.6
Vietnam	31.2	18.2
Indonésie	23.8	16.6
Pérou	17.6	19.5
Colombie	15.8	10.1
Ghana	11.9	17.3
Tunisie	7.9	13.3
Afrique du Sud	7.2	11.8
Egypte	3.3	7.8
Autres activités	134.0	158.1
Programmes globaux / régionaux et autres pays, diverses contributions ^a	116.0	139.3
Coûts de fonctionnement (hors pays prioritaires)	18.0	18.8
Total	252.7	272.7

a Au Burkina Faso, en Jordanie et au Népal, d'importants programmes complémentaires aux mesures de la DDC ont été réalisés.

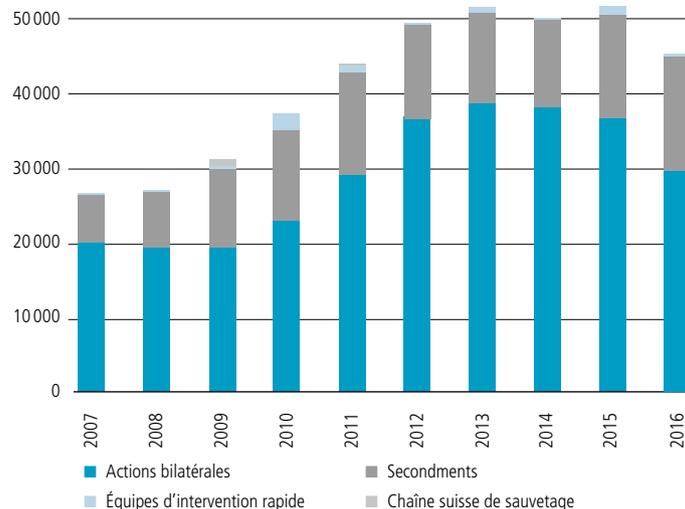
Graphique 9

SECO COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT PAR THÈME 2016 (EN %) ^a

a Non compris coûts de fonctionnement.

Graphique 10

CORPS SUISSE D'AIDE HUMANITAIRE (CSA) 2007–2016 (JOURS DE MISSION À L'ÉTRANGER)



Graphique 11

AIDE HUMANITAIRE PAR TÂCHE STRATÉGIQUE 2014–2016 (EN %)

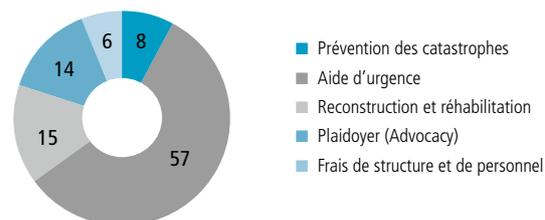


Tableau 8

DDC AIDE HUMANITAIRE PAR CONTINENT ET PAYS
2015–2016 (MIO CHF)

	2016	2015
Afrique	117.3	139.3
Soudan du Sud	19.4	24.9
Somalie	11.4	10.0
Nigéria	9.6	5.2
Congo (Rép. dém.)	9.2	9.9
Soudan	8.6	13.3
République centrafricaine	6.4	9.2
Ethiopie	6.1	11.1
Mali	6.1	6.9
Maroc	5.2	6.3
Niger	5.2	3.2
Madagascar	4.2	3.6
Tchad	3.2	3.3
Algérie	2.9	3.6
Burundi	2.6	1.3
Libye	2.1	2.2
Kenya	1.9	6.7
Libéria	1.7	3.5
Cameroun	1.1	2.2
Lesotho	1.0	–
Autres pays	4.3	10.4
Afrique, régional	5.1	2.5
Amérique latine	30.5	29.0
Colombie	11.1	11.3
Haiti	10.8	8.5
Equateur	1.9	–
Bolivie	1.6	2.5
Nicaragua	1.2	1.5
Autres pays	1.5	2.3
Amérique latine, régional	2.4	3.0

	2016	2015
Asie	125.6	163.3
Syrie ^a	25.3	34.6
Myanmar	12.3	13.1
Territoire palestinien occupé ^a	11.8	12.0
Jordanie ^a	11.7	12.3
Corée du Nord	11.5	9.4
Liban ^a	11.3	15.0
Iraq	10.3	14.2
Yémen	9.2	10.9
Afghanistan	7.9	5.9
Pakistan	4.6	4.0
Tadjikistan	2.5	2.5
Géorgie	1.7	2.7
Népal	1.5	3.0
Sri Lanka	1.0	5.3
Autres pays	0.9	3.4
Asie, régional	2.1	14.9
Europe	3.3	4.2
Ukraine	3.0	3.3
Autres pays	0.2	0.9
Europe, régional	0.2	–
Autres activités non réparties géographiquement	204.3	204.0
Contribution générale au Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	80.0	80.0
Contributions à des organisations internationales	56.5	58.1
Contributions de programme aux ONG	12.9	12.2
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	54.9	53.7
Total	481.1	539.9

a La contribution générale à l'UNRWA est comptabilisée sous « Contributions à des organisations internationales ». Ce montant de 22,0 mio CHF en 2016 (22,9 mio CHF en 2015) se répartit comme suit : 11,7 mio CHF au Territoire palestinien occupé, 4,8 mio CHF à la Jordanie, 3,1 mio CHF au Liban et 2,4 mio CHF à la Syrie.

Tableau 9

PARTENAIRES DE L'AIDE HUMANITAIRE 2016 (MIO CHF)

Organisations des Nations Unies
Programme alimentaire mondial (PAM)
Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)
Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA)
Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)
Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)
Autres organisations des Nations Unies
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Autres partenaires et actions directes
ONG suisses
Organisations internationales et ONG étrangères
Actions directes du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) et de la Chaîne suisse de sauvetage
Secteur privé et instituts de recherche
Coûts de fonctionnement, de personnel et de matériel
Total aide humanitaire 2016
Total aide humanitaire 2015

Contributions générales	Contributions spécifiques	Aide alimentaire	Total
55.8	85.0	24.8	165.5
6.5	28.1	24.8	59.3
15.0	19.8	–	34.8
11.0	18.3	–	29.3
22.0	2.9	–	24.9
–	6.0	–	6.0
1.3	9.8	–	11.1
80.0	65.5	–	145.5
0.7	162.9	6.5	170.1
–	26.1	5.2	31.2
0.7	60.5	0.3	61.6
–	34.3	1.0	35.2
–	4.0	–	4.0
–	38.1	–	38.1
136.5	313.3	31.2 ^a	481.1
138.1	368.1	33.6 ^a	539.9

a Ce montant comprend 18,4 mio CHF (19,8 mio CHF en 2015) pour les produits laitiers suisses et 12,9 mio CHF (13,8 mio CHF en 2015) pour les céréales.

Tableau 10

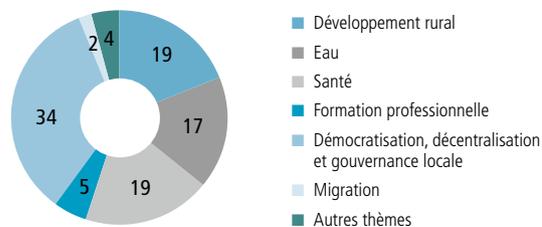
DDC COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST
PAR PAYS ET RÉGION PRIORITAIRES 2015–2016 (MIO CHF)

	2016	2015
Pays et régions prioritaires^a	136.4	136.0
Asie centrale	30.8	34.0
Caucase du Sud	17.7	17.2
Kosovo	17.0	14.7
Bosnie et Herzégovine	13.8	13.9
Moldova	13.0	12.8
Albanie	12.5	11.6
Serbie	12.2	12.0
Macédoine	10.7	10.9
Ukraine	8.7	8.7
Autres activités	19.2	28.2
Autres pays et régions	3.6	11.5
Contributions de programme aux ONG	6.3	5.5
Contribution générale à IDEA	1.1	1.3
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	8.2	10.0
Total	155.6	164.2

a Pour la composition des régions prioritaires, se reporter à la carte du Rapport annuel 2016 (pp. 24–25).

Graphique 12

DDC COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST
PAR THÈME 2016 (EN %)^a



a Non compris les contributions de programme aux ONG suisses, les activités multisectorielles et les coûts de fonctionnement.

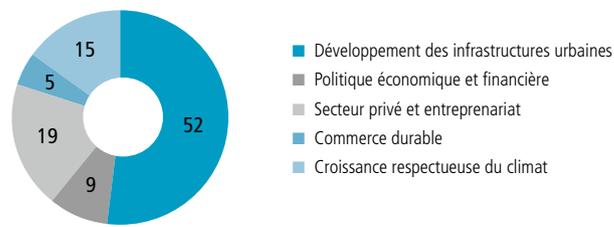
Tableau 11

SECO COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST
PAR PAYS PRIORITAIRE 2015–2016 (MIO CHF)

	2016	2015
Pays prioritaires	72.0	72.0
Ukraine	14.8	10.4
Macédoine	10.7	4.9
Serbie	10.0	3.6
Kirghizistan	8.4	12.6
Albanie	7.8	8.9
Bosnie et Herzégovine	7.1	7.8
Tadjikistan	5.3	14.0
Kosovo	5.1	8.9
Azerbaïdjan	2.7	1.1
Autres activités	10.6	9.0
Programmes régionaux et autres pays, diverses contributions	5.2	4.1
Coûts de fonctionnement (hors pays prioritaires)	5.5	4.9
Total	82.7	81.0

Graphique 13

SECO COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DE L'EST
PAR THÈME 2016 (EN %)^a



a Non compris coûts de fonctionnement.

Tableau 12

PARTENAIRES DE LA DDC POUR DES ACTIVITÉS BILATÉRALES 2016
(MIO CHF)^a

ONG suisses et centres de compétences
Principaux partenariats institutionnels :
HELVETAS Swiss Intercooperation
Swisscontact
Croix-Rouge suisse
Fondation Terre des Hommes (Lausanne)
Caritas Suisse
Entraide Protestante Suisse (EPER)
Enfants du Monde
Pain pour le prochain
Médecins sans Frontières (MSF)
Solidar Suisse
Swissaid
Action de Carême
Education 21
Fondation Village d'enfants Pestalozzi
COMUNDO
Institutions universitaires et de recherche suisses
Secteur privé suisse
Secteur public suisse
Organisations des Nations Unies, actions multibilatérales
Institutions financières internationales, actions multibilatérales
Autres organisations étrangères et internationales
dont: Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Organisations du Sud et de l'Est
Total des partenaires
Actions directes, coûts de fonctionnement
Total 2016
Total 2015

Contrib. progr. ^b	Mandats et projets spécifiques			Total
	Aide hum.	Coop. au dév.	Coop. Est	
125.9	18.4	126.5	21.5	292.4
10.7	0.2	37.0	14.6	62.5
6.0	–	27.7	1.5	35.2
11.1	3.4	1.3	2.1	17.9
10.5	1.6	2.8	–	14.9
11.1	0.7	2.2	–	14.1
8.0	–	–	0.5	8.5
2.8	–	4.3	–	7.1
7.0	–	–	–	7.0
7.0	–	–	–	7.0
3.9	0.4	2.6	–	6.9
6.5	–	–	–	6.5
6.2	–	–	–	6.2
3.6	–	–	–	3.6
3.1	–	0.1	–	3.2
3.0	–	–	–	3.0
–	1.2	37.0	6.8	45.0
–	1.0	28.3	3.9	33.3
–	0.9	1.0	0.2	2.1
–	109.8	115.1	23.4	248.3
–	1.0	66.6	8.9	76.5
–	195.4	149.9	30.8	376.1
–	145.5	–	–	145.5
–	12.1	174.4	24.1	210.7
125.9	339.9	698.9	119.6	1 284.4
–	71.7	189.5	28.7	289.9
125.9	411.7	887.6	148.3	1 573.5
130.4	469.6	885.3	157.4	1 642.8

a Contribution de la DDC à l'élargissement de l'UE (62,1 mio CHF en 2016) non comprise.

b Contributions générales à des ONG pour des programmes de développement et d'aide humanitaire dans les pays du Sud et de l'Est; contributions à des centres de compétence pour des activités de sensibilisation.

Tableau 13

CONTRIBUTION SUISSE À L'ÉLARGISSEMENT
DE L'UNION EUROPÉENNE 2015–2016 (MIO CHF)

	2016	2015
Pays	170.6	177.1
Pologne	87.4	73.6
Lituanie	17.1	9.5
Hongrie	13.2	22.6
Roumanie	12.9	18.3
Slovaquie	12.8	20.1
République tchèque	12.7	13.8
Bulgarie	5.9	5.4
Lettonie	3.8	5.2
Estonie	3.2	6.0
Chypre	1.5	0.4
Slovénie	0.2	1.9
Malte	–	0.3
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	4.6	5.0
Total	175.2	182.1

Depuis 2008, la DDC et le SECO assurent conjointement la mise en œuvre de la contribution à l'élargissement de l'Union européenne (UE), destinée à réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'UE élargie.

Les programmes de la DDC et du SECO visent à stimuler la croissance économique, à améliorer les conditions de travail, le système de sécurité sociale et la sécurité publique, à garantir la protection de l'environnement et à renforcer la société civile.

Editeurs :
Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
Freiburgstrasse 130
3003 Berne
Téléphone +41 (0)58 462 34 75
www.dfae.admin.ch
deza@eda.admin.ch

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR
Secrétariat d'Etat à l'économie SECO
Holzlikofenweg 36
3003 Berne
Téléphone +41 (0)58 462 56 56
www.seco-cooperation.admin.ch
info@seco-cooperation.ch

Rédaction/Coordination/Statistiques :
Etat-major de direction DDC
SECO Coopération

Graphisme/Conception :
Julia Curty, SUPERScript GmbH, Brügg b. Biel/Bienne
www.superscript.ch

Photos :
Couverture Sven Torfinn/Panos
Page 3 Mikkel Ostergaard/Panos
Page 18 G.M.B. Akash/Panos

Imprimerie :
Stämpfli AG
3001 Berne

Le dépliant statistique du rapport annuel est disponible en français,
allemand, italien et anglais.

D'autres exemplaires peuvent être commandés à :
deza@eda.admin.ch, ou
Téléphone +41 (0)58 462 34 75